

Le 7 | 10
Week-end

4 Janvier 2025

Durée de l'extrait : 00:02:27

Heure de passage : 07h21

Disponible jusqu'au :

4 Janvier 2026

HB Hadrien BECT

Famille du média :

Radios Nationales

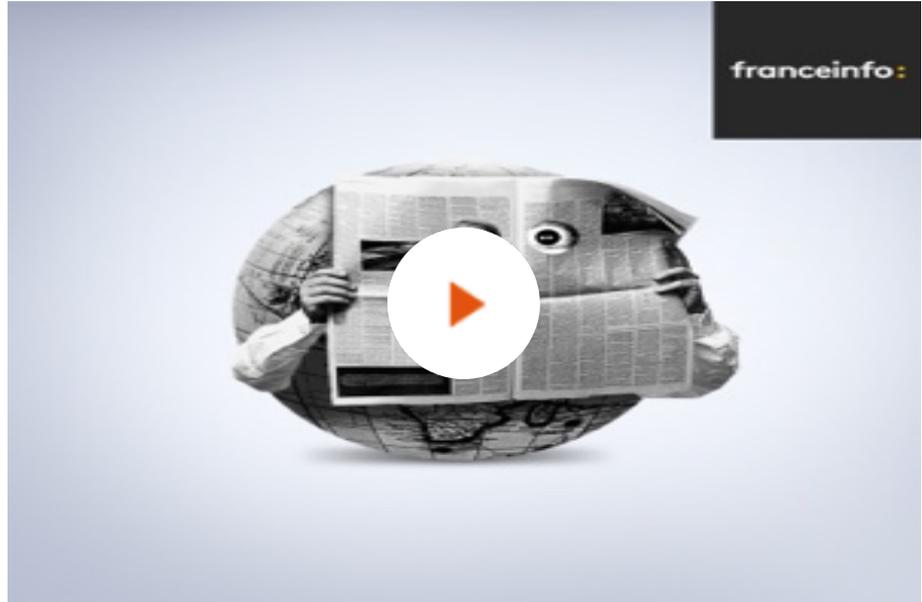
Horaire de l'émission :

07:00 - 10:00

Audience : **N.C**

Thématique de l'émission :

**Actualités-Infos
Générales**



Résumé: L'étude de l'Association des directeurs de l'environnement de travail révèle que le coût moyen d'un poste de travail en France a atteint 11 051 euros en 2022, avec l'immobilier représentant les deux tiers de ce coût. Les entreprises réduisent les surfaces par poste grâce au télétravail et aux bureaux flexibles. Les charges de bâtiment et les services aux collaborateurs complètent les dépenses.

Combien coûte en moyenne un poste de travail dans une entreprise ?



Chaque poste de travail représente un coût pour l'entreprise, en fonction de l'immobilier, du chauffage, du ménage, de l'entretien, etc. (THIERRY GACHON / MAXPPP)

Rien à voir avec le salaire, chaque poste de travail représente aussi un coût pour l'entreprise par les frais de fonctionnement qu'il engendre : chauffage, loyer des bureaux, ménage, etc. Sarah Lemoine entre dans le détail de ces dépenses.

franceinfo : combien coûte un poste de travail, en moyenne ?

Sarah Lemoine : Environ 11.000 euros par an et par salarié, en France. C'est ce qu'a calculé l'Association des directeurs de l'environnement de travail. Son enquête s'appuie sur 75 entreprises, qui emploient 126.000 salariés et qui représentent 2,2 millions de mètres carrés de bureaux. La moitié environ est située en Ile-de-France, l'autre en régions. L'an dernier, pour être précis, elles ont déboursé en moyenne 11 051 euros par poste de travail, c'est 4% de plus qu'en 2022.

Quel est le premier poste de dépense ?

C'est l'immobilier, sans surprise, avec les loyers, les taxes foncières et les assurances. Cela représente les deux tiers du coût moyen d'un poste de travail (en augmentation de 19% depuis 15 ans). Ce qui est intéressant, c'est que les entreprises ont réussi à contenir cette envolée en réduisant les mètres carrés. La surface moyenne par poste de travail a baissé de près d'un quart depuis 2009, avec la multiplication des open spaces, puis le boom du télétravail, puis le bureau flexible quand chaque salarié n'a pas son bureau attribué. *"Au lieu d'un poste de travail par collaborateur, souligne l'étude, la tendance, aujourd'hui, est de proposer 60 ou 70 postes de travail pour 100 collaborateurs, parmi ceux qui télétravaillent deux jours par semaine."* Avec de grosses économies à la clef, même si l'étude ne les a pas chiffrées.

Au-delà de l'immobilier, quels sont les autres coûts d'un poste de travail ?

Le deuxième poste, c'est tout ce qui touche aux charges des bâtiments : le chauffage la climatisation, le ménage, le ramassage des déchets, les réparations, etc. C'est 20% du coût du poste de travail. Le troisième grand poste, enfin, ce sont les services aux collaborateurs qui comptent pour 9% des dépenses. Ces dernières ont reculé de 12% depuis 5 ans, en raison du télétravail et de la baisse de fréquentation des restaurants d'entreprise. Reste que l'an dernier, ces dépenses ont progressé de 3%.

D'ailleurs, les entreprises cherchent à maintenir des bureaux animés ?

C'est vrai. *"Dans les métropoles, le défi des grandes entreprises est d'attirer les collaborateurs au bureau , explique Hubert Labouche, secrétaire général de l'association. Il s'agit de leur faire vivre une expérience différente par rapport à chez eux, quand ils sont en télétravail."* Et cela passe par de nouveaux services, avec de l'animation sur site, l'organisation de petits-déjeuners, des conférences, le réaménagement des espaces de travail, et de nouvelles offres de restauration. C'est ce qu'on appelle l' *hospitality management* . Si les bureaux sont moins remplis aujourd'hui, le coût de l'accueil a dépassé son niveau d'avant la crise sanitaire.

Des services essentiels au tertiaire



L' [Idet](#) (ex Arseg), représentant la filière des environnements de travail, a publié son baromètre annuel des coûts et pratiques ([Buzzy ratios 2024](#)) qui s'élèvent pour 2023 à 11 051 € par poste (+4% par rapport à 2022), bien en dessous de l'inflation.

Les services destinés aux collaborateurs représentent 10 % du budget global (+3% par rapport à 2022), soit 1093 euros par poste de travail. Les résultats montrent un renforcement des prestations d'accueil, avec l'émergence de l'hospitality management et des prestations ayant vocation d'améliorer le bien-être, l'expérience utilisateur et d'encourager un retour au bureau.

Les coûts de la restauration ont légèrement reculé en raison d'une moindre fréquentation du fait du télétravail et d'un changement dans les attentes des employés, qui privilégient une offre alimentaire plus variée et durable.

Qualité de vie au travail et hospitalité

Le rôle des services aux collaborateurs est de plus en plus stratégique pour maintenir l'engagement des salariés et donner envie aux salariés de revenir au bureau : émergence de l'hospitality management et besoin renforcé d'animation au sein des espaces de travail.

« Les entreprises montrent une capacité remarquable à concilier maîtrise des coûts et transformation des environnements professionnels. Elles répondent ainsi aux attentes croissantes des salariés en termes de bien-être et d'attractivité des lieux de travail, tout en s'adaptant aux difficultés économiques et à l'hybridation croissante des modes de travail », déclare Séverine Pilverdier, présidente de l'Idet.

Le coût des postes de travail augmente

Les entreprises ont dépensé, en 2023, plus de 11 000 euros par poste pour l'environnement de travail. Dans un contexte marqué par l'hybridation croissante des modes de travail, une pression économique persistante et la transition énergétique, l'Idet, qui représente la filière des environnements de travail, révèle que les entreprises ont dû s'adapter et repenser les espaces professionnels.



(c) adobestock

Plus 4 % par rapport à 2022. C'est ce qu'ont dépensé les entreprises pour les environnements de travail des salariés en 2023. Une hausse qui reste néanmoins en deçà de l'inflation de 4,9 % sur la même année. Toutes catégories de dépenses confondues, les entreprises ont ainsi engagé 11 051 euros par poste, selon le baromètre "Buzzy Ratios" 2024 de l'IDET, dévoilé début décembre 2024. L'association représentant la filière des environnements de travail dresse une photographie des coûts et pratiques liés aux environnements professionnels. Le résultat de l'étude souligne les efforts d'optimisation et d'adaptation des directeurs des environnements de travail pour contenir le montant de ces factures dans un contexte « réglementaire, écologique et économique », tendu pour les entreprises.

Loyers et assurances en tête

« Les entreprises montrent une capacité remarquable à concilier maîtrise des coûts et transformation des environnements professionnels. Elles répondent ainsi aux attentes croissantes des salariés en termes de bien-être et d'attractivité des lieux de travail, tout en s'adaptant aux difficultés économiques et à l'hybridation croissante des modes de travail », constate Séverine Pilverdier, présidente de l'IDET.

Le poste de dépenses le plus important des environnements de travail ? L'immobilier avec les loyers et les assurances (61 %), en hausse de 4% par rapport à 2022, soit 7 708 euros par poste de travail. Un poids qui s'explique par la forte augmentation des indices de revalorisation des loyers et la hausse de la fiscalité, particulièrement dans les grandes agglomérations. Heureusement, dans le même temps, les entreprises ont réussi à stabiliser ces dépenses en adoptant « des modèles flexibles, comme le flex-office », permettant d'optimiser leur usage et d'investir dans de nouveaux services aux collaborateurs et de réduire les coûts immobiliers et de restauration, avec la fin du rattrapage post-pandémique.

Exploitation technique et fonctionnelle

Viennent ensuite les dépenses pour l'exploitation technique et fonctionnelle des bâtiments (19 %), soit 2 047 euros par poste de travail. L' évolution du coût est estimée +3% par rapport à 2022, due à l'inflation, et notamment à la hausse des prix de l'énergie, la poursuite de la reprise des coûts d'entretien des bâtiments pour rattraper les travaux différés pendant la pandémie et à l'aménagement des espaces pour les collaborateurs.

Dernier poste de dépenses, les services aux collaborateurs (10 %, +3% par rapport à 2022, soit 1 093 euros par poste de travail). Les résultats de l'étude montrent un renforcement des prestations d'accueil et d'animation des espaces de travail, avec l'émergence de « l'hospitality management » et des prestations ayant vocation d'améliorer le bien-être, l'expérience utilisateur et d'encourager un retour au bureau. « Le rôle des services aux collaborateurs est de plus en plus stratégique pour maintenir l'engagement des salariés et donner envie aux salariés de revenir au bureau », note l'Idet.

A contrario, les coûts de la restauration ont légèrement reculé en raison d'une moindre fréquentation des cantines du fait du télétravail et d'un changement dans les attentes des employés, qui privilégient une offre alimentaire plus variée et durable. « Face à la concurrence pour les talents, les environnements de travail jouent aujourd'hui un rôle stratégique. Les entreprises doivent investir dans des espaces attractifs et innovants, tout en respectant des contraintes budgétaires », soutient Hubert Labouche, secrétaire général adjoint en charge des études et de la prospective au sein de l'IDET.

De même, les dépenses annexes (voyages, flotte automobile, courrier, fournitures...), qui s'élèvent à 3 070 euros par poste de travail, ont augmenté moins vite (-4% versus 2022) que l'inflation, en 2023. Ce, alors même que la facture de gestion de la flotte automobile a grimpé de 16 % par rapport à 2022 (925 euros par poste de travail), impactée par certains coûts qui continuent de croître (prix des véhicules notamment électriques, prix de l'énergie, sinistralité assurances automobiles, etc.).

*Etude réalisée auprès des entreprises adhérentes de l'IDET d'avril à novembre 2024, auprès d'un panel représentant près de 105 000 postes de travail, 2,2 millions de mètres carrés et 126 000 collaborateurs (dont 54% hors Ile-de-France).

Le coût des postes de travail augmente pour les entreprises

Les entreprises ont dépensé, en 2023, plus de 11 000 euros par poste pour l'environnement de travail. Dans un contexte marqué par l'hybridation croissante des modes de travail, une pression économique persistante et la transition énergétique, L'IDET, qui représente la filière des environnements de travail, révèle que les entreprises ont dû s'adapter et repenser les espaces professionnels.



Le poste de dépenses le plus important des environnements de travail est l'immobilier avec les loyers et les assurances (61%), en hausse de 4% par rapport à 2022, soit 7 708 euros par poste de travail. © Yaroslav Astakhov

Plus 4% par rapport à 2022. C'est ce qu'ont dépensé les entreprises pour les environnements de travail des salariés en 2023. Une hausse qui reste néanmoins en deçà de l'inflation de 4,9% sur la même année. Toutes catégories de dépenses confondues, les entreprises ont ainsi engagé 11 051 euros par poste, selon le baromètre "Buzzy Ratios" 2024 de l'IDET, dévoilé début décembre 2024.

L'association représentant la filière des environnements de travail dresse une photographie des coûts et pratiques liés aux environnements professionnels. Le résultat de l'étude souligne les efforts d'optimisation et d'adaptation des directeurs des environnements de travail pour contenir le montant de ces factures dans un contexte « *réglementaire, écologique et économique* », tendu pour les entreprises.

Loyers et assurances en tête

« Les entreprises montrent une capacité remarquable à concilier maîtrise des coûts et transformation des environnements professionnels. Elles répondent ainsi aux attentes croissantes des salariés en termes de bien-être et d'attractivité des lieux de travail, tout en s'adaptant aux difficultés économiques et à l'hybridation croissante des modes de travail », constate Séverine Pilverdier, présidente de l'IDET.

Le poste de dépenses le plus important des environnements de travail ? L'immobilier avec les loyers et les assurances (61%), en hausse de 4% par rapport à 2022, soit 7 708 euros par poste de travail. Un poids qui s'explique par la forte augmentation des indices de revalorisation des loyers et la hausse de la fiscalité, particulièrement dans les grandes agglomérations. Heureusement, dans le même temps, les entreprises ont réussi à stabiliser ces dépenses en adoptant « des modèles flexibles, comme le flex-office », permettant d'optimiser leur usage et d'investir dans de nouveaux services aux collaborateurs et de réduire les coûts immobiliers et de restauration, avec la fin du rattrapage post-pandémique.

Exploitation technique et fonctionnelle

Viennent ensuite les dépenses pour l'exploitation technique et fonctionnelle des bâtiments (19 %), soit 2 047 euros par poste de travail. L'évolution du coût est estimée +3% par rapport à 2022, due à l'inflation, et notamment à la hausse des prix de l'énergie, la poursuite de la reprise des coûts d'entretien des bâtiments pour rattraper les travaux différés pendant la pandémie et à l'aménagement des espaces pour les collaborateurs.

Dernier poste de dépenses, les services aux collaborateurs (10%, +3% par rapport à 2022, soit 1 093 euros par poste de travail). Les résultats de l'étude montrent un renforcement des prestations d'accueil et d'animation des espaces de travail, avec l'émergence de « l'hospitality management » et des prestations ayant vocation d'améliorer le bien-être, l'expérience utilisateur et d'encourager un retour au bureau. « Le rôle des services aux collaborateurs est de plus en plus stratégique pour maintenir l'engagement des salariés et donner envie aux salariés de revenir au bureau », note l'Idet.

A contrario, les coûts de la restauration ont légèrement reculé en raison d'une moindre fréquentation des cantines du fait du télétravail et d'un changement dans les attentes des employés, qui privilégient une offre alimentaire plus variée et durable. « Face à la concurrence pour les talents, les environnements de travail jouent aujourd'hui un rôle stratégique. Les entreprises doivent investir dans des espaces attractifs et innovants, tout en respectant des contraintes budgétaires », soutient Hubert Labouche, Secrétaire général adjoint en charge des études et de la prospective au sein de l'IDET.

De même, les dépenses annexes (voyages, flotte automobile, courrier, fournitures...), qui s'élèvent à 3 070 euros par poste de travail, ont augmenté moins vite (-4% versus 2022) que l'inflation, en 2023. Ce, alors même que la facture de gestion de la flotte automobile a grimpé de 16% par rapport à 2022 (925 euros par poste de travail), impactée par certains coûts qui continuent de croître (prix des véhicules notamment électriques, prix de l'énergie, sinistralité assurances automobiles, etc.).

*Étude réalisée auprès des entreprises adhérentes de l'IDET d'avril à novembre 2024, auprès d'un panel représentant près de 105 000 postes de travail, 2,2 millions de mètres carrés et 126 000 collaborateurs (dont 54% hors Ile-de-France).



Le coût des postes de travail augmente

ENTREPRISES - Les entreprises ont dépensé, en 2023, plus de 11 000 euros par poste pour l'environnement de travail. Dans un contexte marqué par l'hybridation croissante des modes de travail, une pression économique persistante et la transition énergétique, l'IDET, qui représente la filière des environnements de travail, révèle que les entreprises ont dû s'adapter et repenser les espaces professionnels.

Par Charlotte DE SAINTIGNON

Plus 4 % par rapport à 2022. C'est ce qu'ont dépensé les entreprises pour les environnements de travail des salariés en 2023. Une hausse qui reste néanmoins en deçà de l'inflation de 4,9 % sur la même année. Toutes catégories de dépenses confondues, les entreprises ont ainsi engagé 11 051 euros par poste, selon le baromètre « Buzzy Ratios » 2024 de l'IDET, dévoilé début décembre 2024.*

L'association représentant la filière des environnements de travail dresse une photographie des coûts et pratiques liés aux environnements professionnels. Le résultat de l'étude souligne les efforts d'optimisation et d'adaptation des directeurs des environnements de travail pour contenir le montant de ces factures dans un contexte « réglementaire, écologique et économique », tendu pour les entreprises.

LOYERS ET ASSURANCES EN TÊTE

« Les entreprises montrent une capacité remarquable à concilier maîtrise des coûts et transformation des

* Étude réalisée auprès des entreprises adhérentes de l'IDET d'avril à novembre 2024, auprès d'un panel représentant près de 105 000 postes de travail, 2,2 millions de mètres carrés et 126 000 collaborateurs (dont 54 % hors Île-de-France).



environnements professionnels. Elles répondent ainsi aux attentes croissantes des salariés en termes de bien-être et d'attractivité des lieux de travail, tout en s'adaptant aux difficultés économiques et à l'hybridation croissante des modes de travail », constate Séverine Pilverdier, présidente de l'IDET.

Le poste de dépenses le plus important des environnements de travail ? L'immobilier avec les loyers et les assurances (61 %), en hausse de 4 % par rapport à 2022, soit 7 708 euros par poste de travail. Un poids qui s'explique par la forte augmentation des indices de revalorisation des loyers et la hausse de la fiscalité, particulièrement dans les grandes agglomérations. Heureusement, dans le même temps, les entreprises ont réussi à stabiliser ces dépenses en adoptant « des modèles flexibles, comme le flex office », permettant

d'optimiser leur usage et d'investir dans de nouveaux services aux collaborateurs et de réduire les coûts immobiliers et de restauration, avec la fin du rattrapage postpandémique.

EXPLOITATION TECHNIQUE ET FONCTIONNELLE

Viennent ensuite les dépenses pour l'exploitation technique et fonctionnelle des bâtiments (19 %), soit 2 047 euros par poste de travail. L'évolution du coût est estimée +3 % par rapport à 2022, due à l'inflation, et notamment à la hausse des prix de l'énergie, la poursuite de la reprise des coûts d'entretien des bâtiments pour rattraper les travaux différés pendant la pandémie et à l'aménagement des espaces pour les collaborateurs.

Dernier poste de dépenses, les services aux collaborateurs (10 %, +3 % par rapport à 2022, soit 1 093 euros par poste de travail). Les résultats de l'étude montrent un renforcement des prestations d'accueil et d'animation des espaces de travail, avec l'émergence de « l'hospitality management » et des prestations ayant vocation à améliorer le bien-être, l'expérience utilisateur et d'encourager un retour au bureau. « Le rôle des services aux collaborateurs est de plus en plus stratégique pour maintenir l'engagement des salariés et donner envie aux salariés de revenir au bureau », note l'IDET.

“ L'immobilier est le poste de dépenses le plus important des environnements de travail ”

A contrario, les coûts de la restauration ont légèrement reculé en raison d'une moindre fréquentation des cantines du fait du télétravail et d'un changement dans les attentes des employés, qui privilégient une offre alimentaire plus variée et durable. « Face à la concurrence pour les talents, les environnements de travail jouent aujourd'hui un rôle stratégique. Les entreprises doivent investir dans des espaces attractifs et innovants, tout en respectant des contraintes budgétaires », soutient Hubert Labouche, secrétaire général adjoint en charge des études et de la prospective au sein de l'IDET.

De même, les dépenses annexes (voyages, flotte automobile, courrier, fournitures...), qui s'élèvent à 3 070 euros par poste de travail, ont augmenté moins vite (-4 % par rapport à 2022) que l'inflation, en 2023. Ce, alors même que la facture de gestion de la flotte automobile a grimpé de 16 % par rapport à 2022 (925 euros par poste de travail), impactée par certains coûts qui continuent de croître (prix des véhicules notamment électriques, prix de l'énergie, sinistralité assurances automobile, etc.). ■

Tendances Business

Le coût des postes de travail augmente

Les entreprises ont dépensé, en 2023, plus de 11 000 euros par poste pour l'environnement de travail. Dans un contexte marqué par l'hybridation croissante des modes de travail, une pression économique persistante et la transition énergétique, l'IDET, qui représente la filière des environnements de travail, révèle que les entreprises ont dû s'adapter et repenser les espaces professionnels.

Par Charlotte DE SAINTIGNON

Plus 4 % par rapport à 2022. C'est ce qu'ont dépensé les entreprises pour les environnements de travail des salariés en 2023. Une hausse qui reste néanmoins en deçà de l'inflation de 4,9 % sur la même année. Toutes catégories de dépenses confondues, les entreprises ont ainsi engagé 11 051 euros par poste, selon le baromètre « Buzzy Ratios » 2024 de l'IDET, dévoilé début décembre 2024.*

L'association représentant la filière des environnements de travail dresse une photographie des coûts et pratiques liés aux environnements professionnels. Le résultat de l'étude souligne les efforts d'optimisation et d'adaptation des directeurs des environnements de travail pour contenir le montant de ces factures dans un contexte « réglementaire, écologique et économique », tendu pour les entreprises.

LOYERS ET ASSURANCES EN TÊTE

« Les entreprises montrent une capacité remarquable à concilier maîtrise des coûts et transformation des

* Étude réalisée auprès des entreprises adhérentes de l'IDET d'avril à novembre 2024, auprès d'un panel représentant près de 105 000 postes de travail, 2,2 millions de mètres carrés et 126 000 collaborateurs (dont 54 % hors Île-de-France).



environnements professionnels. Elles répondent ainsi aux attentes croissantes des salariés en termes de bien-être et d'attractivité des lieux de travail, tout en s'adaptant aux difficultés économiques et à l'hybridation croissante des modes de travail », constate Séverine Pilverdier, présidente de l'IDET.

Le poste de dépenses le plus important des environnements de travail ? L'immobilier avec les loyers et les assurances (61 %), en hausse de 4 % par rapport à 2022, soit 7 708 euros par poste de travail. Un poids qui s'explique par la forte augmentation des indices de revalorisation des loyers et la hausse de la fiscalité, particulièrement dans les grandes agglomérations. Heureusement, dans le même temps, les entreprises ont réussi à stabiliser ces dépenses en adoptant « des modèles flexibles, comme le flex office », permettant

d'optimiser leur usage et d'investir dans de nouveaux services aux collaborateurs et de réduire les coûts immobiliers et de restauration, avec la fin du rattrapage postpandémique.

EXPLOITATION TECHNIQUE ET FONCTIONNELLE

Viennent ensuite les dépenses pour l'exploitation technique et fonctionnelle des bâtiments (19 %), soit 2 047 euros par poste de travail. L'évolution du coût est estimée +3 % par rapport à 2022, due à l'inflation, et notamment à la hausse des prix de l'énergie, la poursuite de la reprise des coûts d'entretien des bâtiments pour rattraper les travaux différés pendant la pandémie et à l'aménagement des espaces pour les collaborateurs.

Dernier poste de dépenses, les services aux collaborateurs (10 %, +3 % par rapport à 2022, soit 1 093 euros par poste de travail). Les résultats de l'étude montrent un renforcement des prestations d'accueil et d'animation des espaces de travail, avec l'émergence de « l'hospitality management » et des prestations ayant vocation à améliorer le bien-être, l'expérience utilisateur et d'encourager un retour au bureau. « Le rôle des services aux collaborateurs est de plus en plus stratégique pour maintenir l'engagement des salariés et donner envie aux salariés de revenir au bureau », note l'IDET.

“L'immobilier est le poste de dépenses le plus important des environnements de travail”

A *contrario*, les coûts de la restauration ont légèrement reculé en raison d'une moindre fréquentation des cantines du fait du télétravail et d'un changement dans les attentes des employés, qui privilégient une offre alimentaire plus variée et durable. « Face à la concurrence pour les talents, les environnements de travail jouent aujourd'hui un rôle stratégique. Les entreprises doivent investir dans des espaces attractifs et innovants, tout en respectant des contraintes budgétaires », soutient Hubert Labouche, secrétaire général adjoint en charge des études et de la prospective au sein de l'IDET.

De même, les dépenses annexes (voyages, flotte automobile, courrier, fournitures...), qui s'élèvent à 3 070 euros par poste de travail, ont augmenté moins vite (-4 % par rapport à 2022) que l'inflation, en 2023. Ce, alors même que la facture de gestion de la flotte automobile a grimpé de 16 % par rapport à 2022 (925 euros par poste de travail), impactée par certains coûts qui continuent de croître (prix des véhicules notamment électriques, prix de l'énergie, sinistralité assurances automobile, etc.). ■

Au sommaire de Tribune Côte d'Azur N°1281



Retrouvez le sommaire de l'édition du 17 janvier 2025 de Tribune Côte d'Azur, l'hebdomadaire économique des Alpes-Maritimes.

À LA UNE

- Retards de paiement, attention danger imminent

Décryptage d'une tendance économique mortifère par Pierre Pelouzet, historique médiateur national des entreprises, à l'heure où les défaillances en cascade inquiètent l'écosystème.

- Voeux consulaires option XXL

Plus de 800 inscrits ce 16 janvier pour le traditionnel rendez-vous de début d'année de la Chambre de commerce et d'industrie Nice Côte d'Azur. Des patrons, des responsables de filière, des élus en pagaille... La saison entrepreneuriale 2025 est officiellement ouverte.

ACTU

- "Grâce à LaRoy, beaucoup de personnes de la profession ont entendu parler de nous" - Sébastien Aubert, co-fondateur d'Adastra Films

Pour la sortie en salles ce 22 janvier de Brûle le Sang, le dernier film produit par la canoise Adastra Films, retour avec son co-fondateur Sébastien Aubert sur une année 2024 riche en succès, critique et commercial.

- Un artisanat en crise, mais qui tient bon

Point d'étape sur une typologie d'entreprises qui subit l'inflation de plein fouet et qui pourtant résiste, à l'occasion des traditionnels voeux à la Chambre de Métiers et d'Artisanat (Saint-Laurent-du-Var), ce 13 janvier, avec Gilles Dutto, président de la CMAR sur le 06.

- La filière mobilité choisit l'union pour accélérer

C'est unique en France : trois fédérations orientées transports/mobilité se rassemblent autour d'un même projet " pour des succès communs " à l'heure de turbulences sans précédent.

- Levées de fonds 2024, la région Sud sort du Top 5

In Extenso Innovation Croissance, ESSEC Business School et France Angels ont dévoilé le 9 janvier dernier leur baromètre des levées de fonds en 2024.

- Nice : record de tournages en 2024

Cinéma, télévision, publicité, shootings photo... Retour sur une année exceptionnelle pour la ville de Nice et les Studios de la Victorine.

ENTREPRISES 2.0

- Kapsys

Un mini-casque pour aider les déficients visuels dans leurs déplacements extérieurs : à peine de retour de Las Vegas, la team Kapsys aborde déjà la step suivante.

- Carlo

Après son récent déploiement à Bordeaux, Carlo tutoie de nouveaux sommets avec une année 2024 record et un soutien pérenne du gouvernement.

ENTREPRISES

- Emotion Bakery

Éric Hsu a été couronné en octobre dernier par la Confédération Nationale de la Boulangerie et Boulangerie-Pâtisserie Française (CNBPF).

- LConciergerie

Chez les Chané, la fibre entrepreneuriale se transmet de père et de mère en fille. Lola n'échappe pas à la tradition familiale et, malgré son jeune âge, elle n'a pas hésité à se lancer en solo.

- Un artisanat en crise mais qui tient bon

Point d'étape sur une typologie d'entreprises qui subit l'inflation de plein fouet et qui pourtant résiste, à l'occasion des traditionnels voeux à la Chambre de Métiers et d'Artisanat (Saint-Laurent-du-Var), ce 13 janvier, avec Gilles Dutto, président de la CMAR sur le 06.

- La CCI NCA et MILLA dans la même navette
- MANE sous les projecteurs

LOIS ET CHIFFRE

- Être au service des confrères, "la seule manière d'être qui nous anime"

Deuxième exercice pour le tandem niçois Emmanuel Brancaloni/ Valérie Serra, qui a opté pour des voeux "du barreau" plutôt que "du bâtonnier", en parfaite adéquation avec l'idée qu'ils se sont de leur rôle.

- Le coût des postes de travail augmente

Les entreprises ont dépensé, en 2023, plus de 11.000 euros par poste pour l'environnement de travail. Dans un contexte marqué par l'hybridation croissante des modes de travail, une pression économique persistante et la transition énergétique, l'**IDET**, qui représente la filière des environnements de travail, révèle que les entreprises ont dû s'adapter et repenser les espaces professionnels.

- La croissance à la merci des consommateurs

Alors que la France navigue en plein brouillard politique depuis le mois de juin, que les dépenses publiques vont nécessairement reculer et que les exportations s'annoncent moins dynamiques, la croissance potentielle pour 2025 repose sur les comportements des consommateurs. Le taux d'épargne reste au plus haut.

#RÉSŌÉCO

- En 2025, le e-commerce veut remettre les gaz

Après deux années rythmées par quelques turbulences, les spécialistes maralpins du commerce en ligne se sont rassemblés ce 15 janvier au Radisson Nice Aéroport avec l'espoir de reprendre leur envol.

- En 2025, une JCE NCA ambitieuse

Ce 13 janvier, Vanessa Kalboussi, nouvelle présidente de la Jeune Chambre Économique Nice Côte d'Azur, a dévoilé sa feuille de route pour l'année 2025.

- Et de huit pour le Play Azur

Le Palais des Expositions de Nice accueillera les 1 et 2 février prochains le festival incontournable dédié à la pop culture et aux sciences.

TEMPS LIBRE

- Théâtre : Les Gracitutes, adapté du roman de Delphine de Vigan

Le 30 janvier à 20h au TDG de Grasse.

- Exposition 364 saisons entre art et gastronomie

Jusqu'au 2 novembre à l'Espace de l'Art concret (EAC), Mouans-Sartoux.

- Musique : La Flûte enchantée

Les 24, 26, 28 et 30 janvier à Nice, Opéra.

- Théâtre: Le Discours

Le 31 janvier à 20h30 au Broc, Les Arts d'Azur.

Pour s'abonner à notre édition numérique à 22€ par an (50 numéros + suppléments), c'est ici



lois & chiffre

Le coût des postes de travail augmente

CHARGES. Les entreprises ont dépensé, en 2023, plus de 11.000 euros par poste pour l'environnement de travail. Dans un contexte marqué par l'hybridation croissante des modes de travail, une pression économique persistante et la transition énergétique, l'IDET, qui représente la filière des environnements de travail, révèle que les entreprises ont dû s'adapter et repenser les espaces professionnels.

Plus 4% par rapport à 2022. C'est ce qu'ont dépensé les entreprises pour les environnements de travail des salariés en 2023. Une hausse qui reste néanmoins en deçà de l'inflation de 4,9% sur la même année. Toutes catégories de dépenses confondues, les entreprises ont ainsi engagé 11.051 euros par poste, selon le baromètre "Buzzy Ratios" 2024 de l'IDET, dévoilé début décembre 2024. L'association représentant la filière des environnements de travail dresse une photographie des coûts et pratiques liés aux environnements professionnels. Le résultat de l'étude souligne les efforts d'optimisation et d'adaptation des directeurs des environnements de travail pour contenir le montant de ces factures dans un contexte "réglementaire, écologique et économique" tendu pour les entreprises.

Loyers et assurances en tête

"Les entreprises montrent une capacité remarquable à concilier maîtrise des coûts et transformation des environnements professionnels. Elles répondent ainsi aux attentes croissantes des salariés en termes de bien-être et d'attractivité des lieux de travail, tout en s'adaptant aux difficultés économiques et à l'hybridation croissante des modes de travail", constate Séverine Pilverdier, présidente de l'IDET. Le poste de dépenses le plus important des environnements de travail ? L'immobilier avec les loyers et les assurances (61%), en hausse de 4% par rapport à 2022, soit 7.708 euros par poste de travail. Un poids qui s'explique par la forte augmentation des indices de revalorisation des loyers et la hausse de la fiscalité, particulièrement dans les grandes agglomérations. Heureusement, dans le même temps, les entreprises

ont réussi à stabiliser ces dépenses en adoptant "des modèles flexibles, comme le flex-office", permettant d'optimiser leur usage et d'investir dans de nouveaux services aux collaborateurs et de réduire les coûts immobiliers et de restauration, avec la fin du rattrapage post-pandémique.

Exploitation technique et fonctionnelle

Viennent ensuite les dépenses pour l'exploitation technique et fonctionnelle des bâtiments (19%), soit 2.047 euros par poste de travail. L'évolution du coût est estimée +3% par rapport à 2022, due à l'inflation, et notamment à la hausse des prix de l'énergie, la poursuite de la reprise des coûts d'entretien des bâtiments pour rattraper les travaux différés pendant la pandémie et à l'aménagement des espaces pour les collaborateurs. Dernier poste

de dépenses, les services aux collaborateurs (10%, +3% par rapport à 2022, soit 1.093 euros par poste de travail). Les résultats de l'étude montrent un renforcement des prestations d'accueil et d'animation des espaces de travail, avec l'émergence de "l'hospitality management" et des prestations ayant vocation d'améliorer le bien-être, l'expérience utilisateur et d'encourager un retour au bureau. "Le rôle des services aux collaborateurs est de plus en plus stratégique pour maintenir l'engagement des salariés et donner envie aux salariés de revenir au bureau", note l'IDET. A contrario, les coûts de la restauration ont légèrement reculé en raison d'une moindre fréquentation des cantines du fait du télétravail et d'un changement dans les attentes des employés, qui privilégient une offre alimentaire plus variée et durable. "Face

à la concurrence pour les talents, les environnements de travail jouent aujourd'hui un rôle stratégique. Les entreprises doivent investir dans des espaces attractifs et innovants, tout en respectant des contraintes budgétaires", soutient Hubert Labouche, secrétaire général adjoint en charge des études et de la prospective au sein de l'IDET. De même, les dépenses annexes (voyages, flotte automobile, courrier, fournitures...), qui s'élèvent à 3.070 euros par poste de travail, ont augmenté moins vite (-4% versus 2022) que l'inflation, en 2023. Ce, alors même que la facture de gestion de la flotte automobile a grimpé de 16% par rapport à 2022 (925 euros par poste de travail), impactée par certains coûts qui continuent de croître (prix des véhicules notamment électriques, prix de l'énergie, sinistralité assurances automobiles, etc.).

CHARLOTTE DE SAINTIGNON POUR DSI

Les Trophées IDET 2023 pour récompenser ceux qui oeuvrent pour le développement des environnements de travail

L'IDET, l'association représentant la filière de l'Environnement de Travail, a lancé la 17ème édition de ses Trophées. L'objectif ? Mettre en lumière les acteurs qui participent au développement des environnements de travail et à l'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail de ses collaborateurs.



L'organisation professionnelle **IDET** regroupe en son sein **plus de 2 000 membres**, à savoir, des **donneurs d'ordres** ou des **prestataires dans les environnements de travail**. Via la mise en place d'actions tout au long de l'année, elle agit pour la **promotion de la fonction de Directeur des Environnements de Travail**, pour **l'information**, la **diffusion** et **l'amélioration des connaissances** associées.

Parmi les projets menés, l'**IDET**, en partenariat avec **WEYOU Groupe** et **PYC MEDIA**, organise pour la **17ème année** ses **Trophées**. Ceux-ci sont repartis en **4 catégories** :

- **Catégorie 1 « Meilleur environnement de travail »**

Tous les décideurs sont invités à candidater seuls ou accompagnés d'un prestataire.

Un prestataire seul ne peut pas candidater.

- **Catégorie 2 « Solution innovante au service des directions des environnements de travail »**

Cette catégorie est exclusivement ouverte aux binômes décideur prestataire.

- **Catégorie 3 « Solution innovante au service des collaborateurs »**

Cette catégorie est exclusivement ouverte aux binômes décideur prestataire.

- **Catégorie 4 « Équipe environnement de travail de l'année »**

Tous les décideurs issus d'un service Direction des Environnements de Travail (DET) sont invités à candidater.

A noter qu'une entreprise est autorisée à proposer sa candidature dans **2 catégories**. Seulement, elle devra présenter **2 projets distincts**.

Les **dossiers de candidatures** sont à déposer, **avant le 4 octobre 2023**, par email à l'adresse **trophees@idet.fr**. Les **frais d'inscriptions** (600 euros HT pour les catégories 1, 2 et 3 la catégorie 4 est gratuite) sont quant à eux à régler avant le **18 octobre 2023**. Un **jury d'exception** se chargera d'identifier les lauréats de cette édition.

La **remise des prix** aura lieu le **23 novembre 2023** à Cannes.

En savoir plus :

- [Candidater aux Trophées 2023.](#)



dossier Spécial **EUROPROPRE**+



DR

EUROPROPRE 2025

Tous les deux ans, le salon offre l'occasion à tous les acteurs du monde de l'hygiène et de la propreté de mesurer l'évolution de leurs métiers et les défis auxquels ils doivent faire face. L'occasion de confronter les innovations technologiques à leurs besoins et aux attentes de leurs clients, mais aussi de s'inspirer des solutions proposées par les fabricants et les distributeurs pour améliorer la qualité de vie au travail de leurs équipes et de celles de leurs clients.

SOMMAIRE

- Quand innover rime avec développer P.36
- Des investissements faits pour durer P.46
- Salon de l'environnement de travail et des achats (Seta) P.58



Les innovations technologiques et la digitalisation accompagnent le développement des entreprises de propreté, d'autant mieux qu'elles sont acceptées par les équipes et intégrées à l'organisation des chantiers. (GSF)

LE CHIFFRE

19 MD€

Chiffre d'affaires
du secteur de la propreté
en France en 2023
Source : le monde
de la propreté

ROBOTIQUE, COBOTIQUE, DIGITALISATION

Quand innover rime avec développer

La révolution numérique en cours constitue sans doute l'étape la plus récente et la plus spectaculaire des technologies appliquées aux métiers de la propreté. Une (r)évolution, mais qui ne doit pas éclipser le pas considérable franchi par les équipes sur le terrain, et leurs clients, avec l'arrivée de la robotisation et de la cobotisation. Pour de nombreuses entreprises – et leurs fournisseurs – l'investissement n'est pas que matériel. Il porte aussi et surtout sur la capacité à bien intégrer ces nouveaux outils dans les pratiques au quotidien.

Nouvelles technologies, innovations, digitalisation.... Si chaque entreprise avance à son propre rythme et à l'aune de ses moyens, le tempo est donné, comme le confirme Benjamin Le Thiez, directeur des opérations du groupe Essi Propreté. « En 2025, nous allons poursuivre notre dynamique d'intégration de la cobotique et de la robotique et nous souhaitons que 20 % de nos chantiers, dans les trois prochaines années, intègrent ces technologies. Ce sont des opportunités de faire évoluer le métier à côté desquelles il ne faut pas passer. Nous devons capitaliser sur la cellule R&D qui travaille sur ces sujets et permettre à l'exploitation de se concentrer sur son cœur de métier. »

Trois fabricants référencés

L'enjeu va maintenant être de déployer ces technologies – IoT (Internet des objets) et IA (intelligence artificielle), notamment – de manière industrielle dans les différents segments d'activité des entreprises de propreté. « Les fournisseurs ont fait un travail important pour lever les freins qu'il pouvait y avoir concernant ce type de solutions. Le groupe Essi a fait le choix de référencer en 2024 trois fabricants sur ce segment, Floorpul, Hako et Kärcher. Les entreprises de propreté doivent passer d'une logique d'heures à une logique de service. Ainsi, la satisfaction client ne dépend plus seulement de la qualité de la prestation mais aussi de la qualité des moyens mis en œuvre. Les demandes de nos clients peuvent porter aujourd'hui sur le choix de la chimie, ➔



EUROPROPRE 2025, infos pratiques



Dates : le salon Europropre se tiendra du 25 au 27 mars 2025, au Pavillon 1, porte de Versailles, à Paris

Horaires : mardi 25 mars, 9 heures – 18 heures
Mercredi 26 mars, 9 heures – 18 heures
Jeudi 27 mars, 9 heures – 17 heures

Demandez votre badge d'entrée au salon (gratuit)



À SCANNER
POUR EN
SAVOIR PLUS



BÂTIMENT ENTRETIEN AU SALON EUROPROPRE

Venez nous rendre visite sur notre stand Z09 au salon Europropre. Et d'ici là, continuez à suivre l'information du secteur de l'hygiène, de la propreté et des déchets en temps réel sur notre site (www.bâtiment-entretien.fr) et sur notre page LinkedIn.



À SCANNER
POUR EN
SAVOIR PLUS



DR

**3 questions à
HUBERT LABOUCHE,**
porte-parole et chargé des études Idet
« Le prix ne représente que 30 %
de notre note finale. »

L'Idet (Association de la filière des environnements de travail) publie son baromètre annuel « Buzzy ratios 2024 », détaillant les coûts et les pratiques. Qu'en est-il des prestations de propreté ?

En 2023, les entreprises ont consacré 402 € à la propreté de chaque poste de travail, contre 406 € en 2022, 387 € en 2021, 338 € en 2020 et 374 € en 2019. Si on considère ces données depuis 2017, nous observons une progression de + 10 % par an et par poste du coût de la propreté.

Les responsables des environnements de travail notent par ailleurs que l'évolution des coûts a été contenue entre 2022 et 2023, alors même que les charges de salaires des agents connaissent une hausse importante. Une stabilité qui tient notamment au passage du nettoyage en journée avec des heures payées moins cher, mais aussi et surtout à une réduction très sensible des mètres carrés de bureaux à entretenir.

Dans quelles proportions ?

Les grandes entreprises du secteur tertiaire ont en moyenne réduit leurs surfaces de 25 % avec la généralisation du télétravail et l'organisation en flex office.

En tenant compte de cette évolution importante des pratiques, nous constatons que le volume des prestations rapporté aux surfaces à nettoyer n'a pas diminué. Je dirais même que les besoins en services aux occupants sont plus importants, pas uniquement en termes d'hygiène. Au-delà des impératifs d'hygiène et de propreté, dont les standards se sont renforcés depuis la crise sanitaire, les maîtres-mots sont plus que jamais flexibilité, hospitalité et digitalisation.

Qu'en est-il du prix des prestations ?

Le critère prix reste toujours très important, compte tenu de la baisse sensible des budgets alloués à la gestion des espaces de travail, mais si je prends l'exemple de mon entreprise, celui d'une grande banque française à réseau qui gère plusieurs millions de mètres carrés d'espaces de travail, le prix ne représente que 30 % dans la note finale. La diversité de l'offre, les critères RSE ou encore la digitalisation des prestations pèsent de plus en plus dans le choix du prestataire.



bien sûr, mais aussi sur des petits matériels type aspirateurs plus ergonomiques et respectueux de l'environnement », martèle le directeur des opérations du groupe de services.

GSF, précurseur en matière de robots de lavage

L'image a fait florès dans les années quatre-vingt avec l'entrée en scène de l'Autovac, premier robot de lavage développé par le groupe GSF. D'autres générations suivront et conforteront le groupe de Sophia-Antipolis dans son appétence pour la R&D et les technologies innovantes. « Nous sommes bien loin du spectre de "casse sociale" agité il y a quelques années. Pour nous, au contraire, l'arrivée de machines autonomes doit être au service de la prestation, mais aussi de l'humain, en faisant baisser le risque et la pénibilité pour les agents, et en donnant plus de valeur ajoutée à leur travail. Mais pour cela, avant de mettre en place un cobot, il faut toujours se poser la question du "pourquoi?". Ce choix se justifie-t-il en termes d'image pour le client, d'organisation du travail (la nuit par exemple) ou pour des raisons économiques... Car si ces matériels se démocratisent, leur prix baisse et leurs technologies sont de mieux en maîtrisées, cela doit toujours aller de pair avec la présence et de l'expertise humaine sur les sites », argumente Éric Noleau, membre du directoire du groupe GSF.

EUROPROPRE+



PENBASE - STAND U50

Avec une interface intuitive et des fonctionnalités avancées, MOZAIK Clean, solution de pilotage en temps réel, permet de superviser les équipes, de suivre les prestations et d'optimiser les ressources en quelques clics. Sa capacité à centraliser et analyser les données opérationnelles en fait un allié précieux pour améliorer la qualité des services et renforcer la satisfaction client. Cette plateforme se distingue également par sa flexibilité et son évolutivité, s'adaptant aux spécificités de chaque entreprise, quelle que soit sa taille. Régulièrement, de nouveaux modules et de nouvelles fonctionnalités viennent enrichir le socle existant. Elle intègre également des outils collaboratifs, favorisant une communication fluide entre les équipes sur le terrain et les responsables. Grâce à MOZAIK Clean, les décideurs disposent d'un outil de pilotage en temps réel, leur offrant une vue d'ensemble précise et actualisée. Cette immédiateté permet de gérer les imprévus, d'assurer la conformité des prestations et de maintenir un haut niveau de performance.

Écosystème et cercle vertueux

Une dynamique de développement et d'investissements qui s'accompagne d'une interdépendance au sein de l'écosystème des services, que le dirigeant résume de façon très concrète : « Nous ne pouvons rien faire tout seuls. Nous avons besoin de nos clients et de leurs données, de l'expertise de nos fournisseurs, comme du partage d'expérience entre nos équipes, à la fois sur le terrain mais aussi de notre R&D, du marketing. L'innovation ne peut pas se concevoir de façon isolée ! », plaide Éric Noleau, qui insiste sur la nécessité de chercher en permanence à éprouver et à améliorer ces pratiques auprès de tiers. C'est ce qui a conduit GSF à être évalué au statut Platinum par EcoVadis, à avoir pu valider scientifiquement sa trajectoire bas carbone à l'horizon 2028 par la SBTi, ou encore à renouveler chaque année son label Relations fournisseurs et achats responsables.

L'objectif est d'avoir une équipe engagée

Présent dans le secteur de la propreté depuis plus de trente-cinq ans, Frédéric Galiffi a partagé l'expérience de l'entreprise familiale avec son père - ex-cadre dirigeant d'un grand groupe, évolué chez un grand acteur régional, avant de créer sa société de conseil, 2CF. Il accompagne désormais les chefs d'entreprise dans leurs réflexions sur toutes les questions liées à la rentabilité de leurs activités. « L'erreur est de s'arrêter trop souvent au compte d'exploitation du site que l'on vient de gagner ou que l'on



Clean & Go : sésame de l'hygiène

Imaginé par le Dr Axel Liobet, chirurgien perpignanais récompensé d'une médaille d'or au concours Lépine en 2023, le système Clean & Go, développé par la société catalane Pyres, est déployé dans une vingtaine d'Ehpad. Le principe est simple : sans désinfection des mains à la borne installée à l'entrée de l'établissement les portes refusent de s'ouvrir. Selon l'inventeur de ce système, seul un visiteur sur huit utilisait de la solution hydroalcoolique avant l'installation de la borne, contre sept sur huit après sa mise en œuvre. Clean & Go, déployé dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales, fait l'objet d'une première étude scientifique financée par l'Agence régionale de santé (ARS) d'Occitanie et menée par l'équipe mobile d'hygiène du centre hospitalier de Narbonne.



DR



EUROPROPRE

MOTORSCRUBBER - STAND U40

Le fabricant, réputé pour sa gamme de minimonobrosses portatives pour l'entretien et remise en état des escaliers et des espaces encombrés, démontre une nouvelle fois sa capacité d'innovation dans le domaine de la mécanisation du lavage des sols. La nouvelle laveuse de sols DRYFT conçue et fabriquée à 100 % par le fabricant anglais se distingue de toutes les autres laveuses de sols du marché. L'action mécanique de 4200 oscillations par minute permet de réduire la consommation d'eau. La prise en main est simple, facile et immédiate pour le bonheur du personnel. DRYFT est la seule laveuse qui permet de nettoyer sous les cuvettes des toilettes. En version deux batteries, l'opérateur peut travailler en continu.



Softy Soft – STAND X57

L'éditeur de solutions de gestion présentera Softy Planning, son logiciel de back-office pour la planification et la facturation des interventions, mais également Softy Soft Scanner, l'application mobile de suivi des présences des agents sur sites. Autre solution qui permet d'améliorer le suivi des interventions sur site, Softy Tag est un tag NFC, fonctionnant sur pile et utilisant un écran e-paper pour afficher la date et l'heure des dernières interventions. Enfin, Softy Soft proposera l'innovation Softy Screen, un écran e-paper connecté en 4G, fonctionnant sur piles, et donc entièrement autonome et modifiable à distance depuis un site internet dédié.



Ennea Group



doit équiper. L'anticipation passe par l'achat ou la location de machines qui permettront d'améliorer les process – à condition d'en avoir! – de peser sur la qualité de la prestation, mais aussi l'ergonomie et la sécurité des agents. Diminuer la pénibilité et préserver sa main-d'œuvre n'est pas incompatible avec une amélioration de la production. L'objectif est d'avoir une équipe engagée qui a vraiment envie de travailler pour vous », insiste l'expert qui encourage les dirigeants à bien choisir des fournisseurs qui doivent parler le même langage qu'eux. Le rôle du distributeur ou du fabricant est aussi d'accompagner l'entreprise pour s'assurer que le matériel est bien utilisé et que les agents sont correctement formés. On voit encore beaucoup de machines qui sont abandonnées dans des placards pour avoir été mal utilisées.

Une approche centrée sur les utilisateurs

Parmi ces fournisseurs, le groupe danois Nilfisk, leader mondial du secteur, partage l'analyse de Ian Buckle, son responsable Marque et Design: « Dans le secteur du nettoyage sous contrat, les équipes de nettoyage sont souvent confrontées à des défis considérables. La complexité des procédures d'entretien quotidiennes des machines de nettoyage – combinée à la pression constante pour maintenir des niveaux élevés de productivité – peut entraîner des problèmes de performance à long terme des machines. Ces difficultés peuvent également affecter les coûts d'exploitation, la productivité globale et la durabilité des entreprises. »

Diminuer les coûts d'entretien et les pannes

Une étude menée par IBM, et citée par le fabricant danois, révèle que l'entretien stratégique et proactif des



INFO

Louer ou acheter ?

Il n'y a pas de règle établie en la matière. Sur une utilisation ponctuelle, la location courte ou moyenne durée sera une solution. En revanche, sur une longue durée, il faudra considérer les frais de remise en état du matériel souvent nécessaire après trois ans de location, ce qui peut coûter cher avec certains opérateurs peu soigneux.



GROUPE PAREDES-ORAPI - STAND V48

Algena Foam est le premier savon mousse pour les mains écologique et performant. Sa formule à base d'allantoïne hydrate et apaise les mains, offrant un confort optimal aux utilisateurs. Grâce à un dosage précis et une cartouche haute capacité (3 500 doses), Algena Foam assure une autonomie supérieure de +180 % par rapport aux standards du marché. Fabriquée en France et en cours d'écolabellisation, cette solution innovante a été conçue pour répondre aux exigences des entreprises de propreté mais s'adresse aussi aux professionnels de la santé, de l'industrie, des collectivités et des Horeca & Loisirs. Afin de réserver la meilleure expérience aux usagers, sa poche est 100 % recyclable et son distributeur est doté d'un système antipincement des doigts, adapté à tous les publics.



Bizbeecar : solution de mobilité pour les TPE/PME

Avec plus de 400 véhicules en circulation fin 2024, l'objectif a été atteint pour Bizbeecar, spécialiste de la location sans engagement de véhicules utilitaires pour les professionnels, et tout particulièrement les entreprises de propreté dans une démarche d'économie circulaire. Labellisée « Service France garanti », l'entreprise est en cours d'obtention du statut d'« Entreprise à mission », répond aux attentes des TPE/PME confrontées à un double défi en matière d'investissement : disposer de véhicules reconditionnés sans les contraintes de la location longue durée (LLD) classique, sans frais de remise en état et kilométrage illimité au-delà de 36 mois. Les véhicules de 2^e, voire de 3^e vie, remis à neuf, permettent ainsi de répondre aux besoins immédiats ou à courte échéance lors de la prise d'un nouveau chantier.



HYDRACHIM – STAND W52/X 49

L'innovation écoresponsable au service de l'hygiène professionnelle. Hydrachim franchit une nouvelle étape en lançant une gamme innovante et écolabellisée composée de cinq produits concentrés à diluer et prêts à l'emploi. Cette gamme répond aux besoins essentiels de désinfection, de nettoyage des vitres, de détartrage des sanitaires, de dégraissage des surfaces alimentaires, ainsi qu'au nettoyage multisurface. Les pulvérisateurs de 750 ml sont proposés en version prête à l'emploi et rechargeable, compatibles avec les capsules concentrées de 50 ml à visser directement sur le flacon. Grâce à ce concept, le fabricant réduit de 78 % l'usage de plastique par rapport aux solutions traditionnelles prêtes à l'emploi. Chaque bidon de 750 ml peut être réutilisé jusqu'à cent fois et le spray dix-sept fois.

machines, y compris les équipements de nettoyage, peut réduire les temps d'arrêt jusqu'à 50 %, augmenter la productivité de 20 à 50 %, réduire les pannes de 70 à 75 % et diminuer les coûts d'entretien de 5 à 10 %. La qualité des opérations de nettoyage repose sur deux facteurs principaux : des opérateurs qualifiés et des machines ultra-performantes. Cependant, les contraintes de temps, le manque de formation et les procédures de maintenance compliquées peuvent entraîner une négligence des procédures d'entretien quotidiennes. Cela peut conduire à une perte d'efficacité, des frais de réparation superflus et une réduction de la durée de vie des machines. ■



BROSSERIE THOMAS – STAND T04-U03

Une année riche en nouveautés durables. Le fabricant français, acteur majeur sur le marché professionnel, propose aux visiteurs de découvrir son savoir-faire au travers d'une visite interactive et immersive de ses usines directement sur le stand lors du salon Europropre. En 2025, Broserie Thomas mettra sur le marché deux nouvelles références de balais grande taille pour la gamme Coco Évolution (80 cm et 1 m). Les mois à venir verront également le développement et la modernisation de la gamme alimentaire Brosshygiene, mais également des gammes recyclées, grâce au système d'injection bimatière ainsi que l'utilisation de fibres issues de plastiques recyclés. Grâce à cette technologie, un balai Coco Évolution 38 cm équivaut au recyclage et au réemploi de dix-sept bouteilles plastiques vides (PET).



LA PAROLE À

Laurent Botton,

directeur de pôle WeYou Group, responsable du salon Europropre

« Nous accueillons un nombre significatif de nouveaux exposants. »



DR

Malgré une conjoncture qui n'est pas vraiment exceptionnelle, tous les indicateurs montrent que cette édition 2025 du salon Europropre devrait être un très bon millésime, aussi bien en qualité, qu'en quantité! L'année 2023 s'était très bien passée avec une augmentation de près de 10 % des visiteurs, nous étions donc un peu

dans l'expectative pour 2025. À quelques jours de l'ouverture, nous sommes très heureux d'accueillir plus de 200 exposants, dont un nombre significatif de nouveaux venus, français mais également étrangers, je pense à nos voisins espagnols notamment. Europropre s'impose vraiment comme le salon de référence du secteur, en France. Il a bien trouvé sa place aux côtés de Workspace Expo et du Seta (le Salon de l'environnement de travail et des achats) qui accueilleront des exposants et des visiteurs issus d'un univers proche. Cette édition 2025 confirmera les tendances observées depuis déjà quelques années, à savoir la présence croissante de matériels et de solutions innovantes, en matière de robotisation et de cobotisation notamment. La digitalisation sera aussi très bien représentée, sans oublier l'offre de plus en plus étoffée et incontournable en produits écoresponsables. Ces grandes orientations se retrouveront bien entendu au palmarès des trophées de l'Innovation qui seront remis cette année encore en début de salon, sans oublier la douzaine de conférences et d'ateliers qui seront proposés aux visiteurs au cours de ces trois journées.



DR

3 questions à

FRÉDÉRIC GALIFFI,
fondateur de Consulting & Clean Facility

« Au-delà de la production, il faut continuer à investir dans les fonctions support. »

Quelles sont les principales composantes de la rentabilité pour une entreprise de propreté ?

Il faut bien se rendre à l'évidence, beaucoup d'entreprises du secteur ont aujourd'hui un souci de rentabilité à cause notamment de piliers pas toujours bien maîtrisés. Il faut savoir ce que l'on vend, à quel prix, et à qui. La première exigence est de bien mesurer la façon dont l'entreprise se développe et de fidéliser son portefeuille de clients. Faire du chiffre ne suffit pas. Il faut savoir utiliser ses clients (satisfaits) comme des prescripteurs et des ambassadeurs. Vient ensuite l'organisation du travail et des équipes pour s'assurer que ce que l'on a vendu sera bien mis en œuvre.

L'exploitation nécessite des moyens et des investissements. Comment doit-on les raisonner ?

Tout dépendra de la façon dont on a vendu la prestation! Il faut avoir des process bien établis, formaliser les interventions et être capable de dupliquer les bonnes pratiques, mais en ne perdant jamais de vue que chaque site est différent. Dans la copropriété, comme dans le tertiaire par exemple, la prestation délivrée n'est jamais la même d'un site à l'autre. Il faut avoir les bons profils, bien recrutés et bien formés, il faut que la segmentation soit bonne au départ. Mais au-delà de la production, il faut continuer à investir dans les fonctions

support. Je note une érosion colossale sur ces métiers. Et cela pose aussi la question des outils de pilotage et de gestion utilisés par les entreprises.

Vous évoquez la digitalisation et les investissements dans des solutions innovantes utilisant l'IA par exemple ?

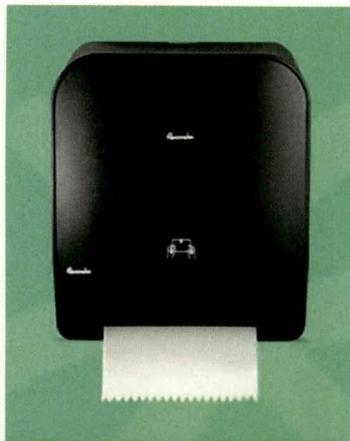
Sans parler de l'IA, je constate qu'il y a encore trop d'entrepreneurs qui bricolent avec Excel et n'utilisent pas d'ERP ou d'outils de CRM. Il n'est pas nécessaire de prendre une licence Salesforce par exemple, mais si on n'analyse pas un minimum ce que l'on produit, on perd vite de l'argent. La digitalisation est indispensable pour prendre des décisions de gestion mais aussi pour optimiser les tournées. La capacité d'anticipation est un élément important. Mettre en place un plan d'investissements lors de la prise d'un nouveau marché et anticiper le renouvellement du matériel est un levier de rentabilité. Sans oublier les contraintes environnementales et RSE qui doivent aussi orienter le choix des matériels et des produits.

EUROPROPRE+



SEVENSOFT - STAND W54

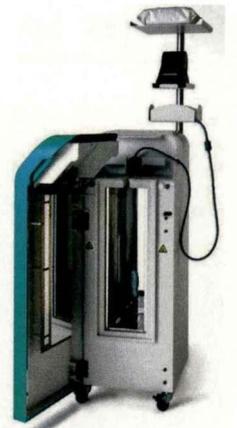
Fruit de cinq années de R&D, basé sur l'expérience des versions précédentes, sur les technologies Web les plus récentes et sur une architecture destinée à gérer des volumétries de dizaines de milliers de salariés, Sevensoft3 devient le premier logiciel moderne, complet, mobile et totalement adapté au métier de la propreté. De la prospection commerciale (CRM) jusqu'à la paie et la comptabilité, Sevensoft3 permet d'accéder à tous les outils/fonctionnalités au sein d'une même solution logicielle.



EUROPROPRE+

MPH1865 - STAND W18/X21

Depuis plus de cent-cinquante ans, MPH1865 innove pour offrir des solutions d'hygiène professionnelles « Made in France » alliant performance et durabilité. À l'occasion du salon Europropre, le fabricant d'Annonay présente sa nouvelle marque Renovelar, dédiée à l'hygiène écoresponsable, des solutions d'hygiène écoresponsables qui ne font aucun compromis sur le confort et la performance. Essuyages papier certifiés ClimatePartner, distributeurs écoconçus, savons certifiés Ecolabel : chaque détail de la gamme reflète l'engagement de l'entreprise pour un avenir durable.



Germitec : une Bordelaise aux avant-postes de la désinfection

La PME bordelaise Germitec, spécialisée dans la conception de systèmes de désinfection par ultraviolets C pour les établissements de santé, a annoncé le 12 février une levée de fonds de près de 30 M€, qui lui permettra d'accélérer son développement à l'international. Fondée en 2005, Germitec met au point des automates utilisés pour stériliser les sondes d'échographie. Présente dans 40 pays, elle a obtenu un agrément pour le marché américain. La filiale ouverte à San Diego, en Californie, et qui compte huit salariés (40 à Bordeaux) doit permettre de commercialiser 60 000 machines sur un marché mondial de 140 000.

Retour au bureau, cinq ans après le Covid : « Nous devons penser le collaborateur comme un client »

ENTRETIEN. Séverine Pilverdier, directrice environnement de travail et immobilier chez **BNP Paribas Real Estate** et présidente de l'Idet (inspirer et développer les environnements de travail) déchiffre les évolutions des environnements de travail.



Photo d'illustration

DR

LA TRIBUNE Cinq ans jour pour jour après l'annonce du premier confinement lié au Covid-19, comment l'environnement de travail a changé ?

SEVERINE PILVERDIER Après avoir mis en place des mesures immédiates pour réagir face au virus (fermeture du bureau, gestion de la distanciation, déploiement de solutions en urgence) et négocié avec les directions informatiques et financières pour défendre un budget, nous avons dû gérer le retour sur site dès 2021. Il a fallu rassurer nos collaborateurs en leur montrant que les mesures d'hygiène étaient bien respectées et faire avec les moyens mis à disposition, en mettant du ruban adhésif partout pour gérer la double circulation. Et pour cause !

Depuis 2021, nous devons relever collectivement le défi de faire revenir les salariés.

Comment faites-vous ?

Au-delà des équipements matériels, nous devons penser le collaborateur comme un client à qui il faut fournir des services. Par exemple, la génération Z née dans les années 2000, qui arrive actuellement sur le marché du travail, est la génération des smartphones et a besoin de tout, tout de suite. Il lui faut de la flexibilité et de la responsabilité.

Là réside notre principale difficulté : arriver à canaliser toutes ces injonctions et réussir à les séduire. Cela passe par de nouveaux métiers comme l' *hospitality management* , c'est-à-dire la création d'un collectif entre ceux qui travaillent dans l'immeuble (la salle de sport, la restauration...) et les salariés pour leur offrir une expérience différente de la maison.

En quoi cela bouscule-t-il votre propre métier ?

La filière des environnements de travail représente 2,6 millions de salariés (1,4 million de donneurs d'ordre et 1,2 million de prestataires) et pèse 154 milliards d'euros, selon le baromètre 2024 de référence de l'Idet dédié aux services aux environnements de travail (SET). Nous sommes passés des services généraux fondés sur des équipements, à l'environnement de travail qui englobe les conditions physiques, sociales et psychologiques des équipes.

Autrement dit, les relations interpersonnelles, une culture d'entreprise et une politique qui favorise le bien-être et la productivité. Un immeuble de bureaux se doit d'être sûr, sain, sobre, social et simple, comment l'écrivent Joël Larousse, Paul Pietyra et Keyne Dupont dans *Le Bureau demain* (Dunod, 2023).

Retour au bureau, cinq ans après le Covid : « Nous devons penser le collaborateur comme un client »



ENTRETIEN. Séverine Pilverdier, directrice environnement de travail et immobilier chez BNP Paribas Real Estate et présidente de l'Idet (inspirer et développer les environnements de travail) déchiffre les évolutions des environnements de travail.

LA TRIBUNE Cinq ans jour pour jour après l'annonce du premier confinement lié au Covid-19, comment l'environnement de travail a changé ?

SEVERINE PILVERDIER Après avoir mis en place des mesures immédiates pour réagir face au virus (fermeture du bureau, gestion de la distanciation, déploiement de solutions en urgence) et négocié avec les directions informatiques et financières pour défendre un budget, nous avons dû gérer le retour sur site dès 2021. Il a fallu rassurer nos collaborateurs en leur montrant que les mesures d'hygiène étaient bien respectées et faire avec les moyens mis à disposition, en mettant du ruban adhésif partout pour gérer la double circulation. Et pour cause !

Depuis 2021, nous devons relever collectivement le défi de faire revenir les salariés.

Comment faites-vous ?

Au-delà des équipements matériels, nous devons penser le collaborateur comme un client à qui il faut fournir des services. Par exemple, la génération Z née dans les années 2000, qui arrive actuellement sur le marché du travail, est la génération des smartphones et a besoin de tout, tout de suite. Il lui faut de la flexibilité et de la responsabilité.

Là réside notre principale difficulté : arriver à canaliser toutes ces injonctions et réussir à les séduire. Cela passe par de nouveaux métiers comme l'*hospitality management*, c'est-à-dire la création d'un collectif entre ceux qui travaillent dans l'immeuble (la salle de sport, la restauration...) et les salariés pour leur offrir une expérience

[Lire la suite](#)